



COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

**Quarante-neuvième session
«Sécurité alimentaire et nutrition – faire la différence»**

11-14 octobre 2021

RAPPORT

I. QUESTIONS RELATIVES À L'ORGANISATION

1. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a tenu sa quarante-neuvième session du 11 au 14 octobre 2021. Ont participé à cette session, qui s'est déroulée en ligne (sur la plateforme Zoom), les délégués de 122 membres du Comité et de 9 États non membres, ainsi que des représentants de:

- 16 institutions et organismes du système des Nations Unies;
- 121 organisations de la société civile¹;
- 2 organisations internationales de recherche agronomique;
- 2 institutions financières régionales ou internationales;
- 53 associations du secteur privé et fondations philanthropiques privées²;
- 26 observateurs.

2. Dix ministres et sept vice-ministres étaient inscrits comme participants. La liste complète des membres, des participants et des observateurs est reproduite dans le document portant la cote CFS 2021/49/Inf.5 (<http://www.fao.org/about/meetings/cfs/cfs49/fr/>).

¹ La participation d'organisations de la société civile a été facilitée par le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC). Ce chiffre comprend 119 OSC regroupées sous l'égide de ce Mécanisme.

² Ce chiffre comprend 50 entreprises regroupées sous l'égide du Mécanisme du secteur privé (MSP).

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

3. Le présent rapport contient les annexes suivantes: Annexe A – Ordre du jour de la session; Annexe B – Composition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale; Annexe C – Liste des documents.
4. Le Comité a été informé que l'Union européenne (UE) participait à la session en vertu des paragraphes 8 et 9 de l'article II de l'Acte constitutif de la FAO.
5. M. Thanawat Tiensin (Thaïlande), Président du Comité, a déclaré la session ouverte.
6. Le Comité a adopté l'ordre du jour et le calendrier provisoires.
7. Le CSA a nommé un comité de rédaction, présidé par M. Maarten de Groot (Canada), et composé des membres suivants: Argentine, Brésil, Cabo Verde, Canada, Chine, Fédération de Russie, France, Honduras, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Soudan et Zimbabwe.

II. L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE MONDE 2021, SES IMPLICATIONS AU REGARD DES POLITIQUES ET LE RÔLE DU CSA DANS LE CONTEXTE DE LA COVID-19

8. Des déclarations liminaires ont été prononcées par M. António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU); M. Collen Vixen Kelapile, Président du Conseil économique et social (ECOSOC); M. Thanawat Tiensin, Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA); M. Qu Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); M. Gilbert Houngbo, Président du Fonds international de développement agricole (FIDA); M. David Beasley, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM); et M. Martin Cole, Président du Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE). Ces allocutions sont reproduites sous la forme de documents d'information du CSA, en ligne à l'adresse <https://www.fao.org/about/meetings/cfs/cfs49/documents/fr/>.
9. Après les déclarations liminaires, M. Jeffrey D. Sachs, Directeur du Centre pour le développement durable à l'Université Columbia, a prononcé un discours et M. Máximo Torero, Économiste en chef de la FAO, a présenté le rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021*.
10. Le Comité:
 - a) s'est félicité de la collaboration entre la FAO, le FIDA, l'OMS, le PAM et l'UNICEF, qui ont œuvré conjointement à l'élaboration du rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021*;
 - b) s'est déclaré profondément préoccupé par:
 - i. les 720 à 811 millions de personnes qui ont souffert de la faim en 2020, soit 161 millions de plus qu'en 2019;
 - ii. les 660 millions de personnes qui pourraient encore souffrir de la faim en 2030, en raison notamment des effets durables de la pandémie de covid-19 sur la sécurité alimentaire mondiale, soit 30 millions de personnes de plus que si la pandémie ne s'était pas produite;
 - iii. les près de 2,37 milliards de personnes qui n'ont pas eu accès à une alimentation adéquate en 2020, soit une augmentation de 320 millions de personnes en un an

seulement;

- iv. les quelque 3 milliards de personnes qui n'ont pas les moyens d'avoir une alimentation saine ainsi que les niveaux élevés d'insécurité alimentaire modérée ou grave qui en découlent;
- v. les millions d'enfants de moins de 5 ans qui ont souffert d'un retard de croissance (149,2 millions), d'émaciation (45,4 millions) ou d'excès pondéral (38,9 millions);
- vi. l'écart qui s'est creusé entre les femmes et les hommes concernant la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave observée durant l'année de la pandémie de covid-19.

11. Le Comité a pris note qu'il était souligné dans le rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* qu'une transformation des systèmes alimentaires était nécessaire pour résoudre le problème des millions de personnes qui n'ont pas les moyens de se procurer une alimentation saine. Le Comité a préconisé que cette transformation se fasse selon une approche globale et systémique et a encouragé une mise en œuvre cohérente, selon les besoins et en fonction du contexte et des capacités propres à chaque pays.

12. Le Comité a pris note des observations suivantes formulées en séance plénière:

- a) l'appel à la solidarité, au multilatéralisme et à la coopération au niveau international, considérés comme les principaux moyens d'action dont le monde dispose pour se remettre sur la voie qui lui permettrait d'atteindre le deuxième objectif de développement durable (ODD 2);
- b) la nécessité de mettre à profit la dynamique créée par le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires pour intensifier les efforts visant à mettre un terme à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition;
- c) la nécessité d'accorder une attention particulière au lien entre des systèmes alimentaires intégrés, la sécurité alimentaire, la pauvreté, les inégalités, les échanges commerciaux, le changement climatique, l'eau et l'agriculture durable et au rôle que peuvent jouer les femmes, les jeunes et les données pour optimiser les retombées des actions qui sont engagées en faveur de l'ensemble des 17 ODD;
- d) l'appui sans faille apporté au CSA en tant que principale plateforme internationale et intergouvernementale, ouverte à tous, qui permet à toutes les parties prenantes de collaborer pour trouver des voies communes à emprunter pour sortir de la crise alimentaire et garantir la sécurité alimentaire et la nutrition de tous;
- e) la pertinence des six voies qui sont recommandées dans le rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, selon qu'il convient, pour transformer les systèmes alimentaires et réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les ODD;
- f) les répercussions importantes et durables de la covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition, sur la capacité à mener une vie saine et sur le droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, en particulier pour les personnes les plus vulnérables. La pandémie a mis en évidence et aggravé les fragilités et les injustices structurelles qui existent dans nos systèmes alimentaires ainsi que les effets persistants des conflits, des maladies, de la pauvreté, des inégalités, des fléchissements économiques et du changement climatique. Compte tenu de la

nature multidimensionnelle de la crise, de ses effets qui se font sentir à plusieurs niveaux et du risque qu'une telle pandémie survienne de manière récurrente, il est nécessaire d'y apporter une attention constante et d'adopter une approche multilatérale coordonnée;

- g) les débats approfondis, ayant donné lieu à l'expression d'opinions divergentes, concernant les incidences des mesures économiques, financières et commerciales sur la sécurité alimentaire et la nutrition pendant la pandémie de covid-19. Les points de vue des membres ont été publiés sur le site web du CSA.

III. FORUM SUR L'APPROPRIATION DES DIRECTIVES VOLONTAIRES DU CSA SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET LA NUTRITION

13. Concernant le point III a) intitulé «Forum sur l'appropriation des Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition», le Comité:

- a) s'est félicité du débat sur l'appropriation des Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition qui vise à recueillir les engagements politiques de la part des gouvernements et de toutes les parties prenantes concernées en faveur du renforcement de la promotion et de la mise en œuvre de ces Directives volontaires;
- b) a reconnu que les Directives volontaires étaient un outil utile entre les mains des décideurs politiques et des partenaires de développement et a souligné que les différents acteurs et mécanismes de coordination jouaient un rôle important dans la promotion de leur utilisation et de leur appropriation effectives.

14. La session s'est ouverte sur des interventions liminaires de:

- M^{me} Marylaure Crettaz Corredor, coresponsable du programme mondial sur la sécurité alimentaire (Direction suisse du développement et de la coopération);
- M^{me} Mariam Al Mehairi, Ministre du changement climatique et de l'environnement (Émirats arabes unis);
- M. Máximo Torero, Économiste en chef, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);
- M. Martien Van Nieuwkoop, Directeur mondial Agriculture et alimentation (Banque mondiale) (par message vidéo).

15. Le Comité a pris note des observations suivantes formulées en séance plénière:

- a) Plusieurs activités concrètes ont été menées par les parties prenantes du CSA afin que les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition soient assimilées sur le terrain, par exemple les projets financés par la Direction suisse du développement et de la coopération et la plateforme de données mise au point par la FAO pour relier les recommandations adoptées aux éléments concrets existants;
- b) Il a été rappelé que les Directives volontaires étaient un instrument utile pour améliorer la cohérence entre les politiques et remédier à leur fragmentation dans les secteurs qui agissent sur les systèmes alimentaires et la nutrition, et qu'elles pouvaient servir à favoriser et à orienter un dialogue inclusif entre plusieurs institutions, secteurs et parties prenantes en vue de promouvoir une alimentation saine grâce à des systèmes alimentaires durables;

- c) Il a été réitéré que toutes les parties prenantes du CSA devaient contribuer à promouvoir l'utilisation des Directives volontaires et à faire en sorte que les directives adoptées au niveau mondial se concrétisent sous forme d'actions adaptées au contexte aux échelons régional, national et local;
- d) L'intérêt que présentent les Directives volontaires à l'approche du Sommet Nutrition pour la croissance, qui se tiendra en décembre 2021 à Tokyo, a été souligné.

16. S'agissant du point III b) intitulé «Rapport intérimaire sur la suite donnée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2)», le Comité:

- a) s'est félicité, dans le cadre de la mise en œuvre en cours du Programme de développement durable à l'horizon 2030, du document intitulé «Rapport intérimaire sur la suite donnée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), y compris la mise en œuvre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition» (CFS 2021/49/6), présenté conjointement par M^{me} Nancy Aburto, Directrice adjointe de la Division de l'alimentation et de la nutrition (FAO), et M. Francesco Branca, Directeur du Département Nutrition et sécurité sanitaire des aliments (OMS), et a pris note de ses conclusions;
- b) a reconnu que les Directives volontaires contribuaient à traduire les engagements pris dans la Déclaration de Rome sur la nutrition de la CIN2 dans le contexte des systèmes alimentaires nationaux et des politiques liées à la nutrition;
- c) a réaffirmé la demande adressée à la FAO et à l'OMS afin que le CSA soit régulièrement informé de l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements pris à la CIN2;
- d) a pris note des réseaux d'action dirigés par les pays mis sur pied dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et de ce qu'ils sont susceptibles de contribuer à promouvoir la cohérence entre les politiques et réduire leur fragmentation parmi les secteurs intéressant les systèmes alimentaires et la nutrition, ainsi qu'à favoriser l'appropriation des Directives volontaires et leur mise en application en fonction du contexte pendant ce qu'il reste de la Décennie d'action pour la nutrition, qui prend fin en 2025.

IV. LE SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET SES IMPLICATIONS POUR LE CSA

17. Le Comité:

- a) a félicité le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, son Envoyée spéciale et toutes les personnes qui ont participé à l'organisation du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui s'est tenu les 23 et 24 septembre 2021;
- b) a pris note du document d'information élaboré par le Secrétariat du CSA concernant le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021 et ses implications pour le Comité de la sécurité alimentaire mondiale;
- c) a pris acte d'un message vidéo adressé par M^{me} Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies.

18. Le Comité a pris note des incidences que le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires pourrait avoir pour le CSA et son Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE), et a dit attendre avec intérêt qu'une analyse plus poussée des

prochaines étapes à envisager soit menée au sein du Bureau, en concertation avec tous les membres, le Groupe consultatif et les autres participants.

V. a) INFORMATIONS ACTUALISÉES SUR LA SECTION À ÉVOLUTION CONTINUE DU PROGRAMME DE TRAVAIL PLURIANNUEL DU CSA POUR 2020-2023

19. Le Comité:

- a) a approuvé le document intitulé *Programme de travail pluriannuel du CSA 2020-2023 – Mise à jour de la section à évolution continue, avec projets de décision* (CFS 2021/49/8), tel que présenté par M. Thanawat Tiensin, Président du CSA;
- b) a pris note du fait que l'exécution complète du Programme de travail pluriannuel 2020-2023 serait conditionnée par la mobilisation de ressources humaines et financières suffisantes, en prenant en compte une charge de travail supportable, conformément au document portant la cote CFS 2018/45/3;
- c) a encouragé vivement les trois organismes ayant leur siège à Rome à honorer l'accord verbal par lequel ils ont accepté de partager équitablement les coûts afférents au budget du Secrétariat du CSA, sous la forme de contributions en espèces ou en nature, afin de matérialiser le fait qu'ils prennent en charge conjointement le CSA et ont un engagement commun à son égard, dans le cadre d'une collaboration efficace entre eux;
- d) a demandé de poursuivre la réflexion concernant les effets de la covid-19 sur les systèmes alimentaires, l'agriculture et la nutrition, et d'y prêter toute l'attention voulue, à toutes les étapes de la mise en œuvre des axes de travail approuvés dans le Programme de travail pluriannuel;
- e) a demandé que le Président et le Secrétariat, en accord avec les stratégies du CSA en matière de mobilisation de ressources et de diffusion, poursuivent leurs efforts s'agissant d'élargir et de diversifier la base de financement du CSA, notamment en sollicitant les membres du CSA, des fondations privées, des entreprises du secteur privé et des institutions financières, en prévoyant des garde-fous clairs en accord avec les directives de la FAO, en vue de prévenir d'éventuels conflits d'intérêts en matière de financement.

V. b) DIRECTIVES VOLONTAIRES DU CSA SUR L'ÉGALITÉ DES GENRES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES DANS LE CONTEXTE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

20. Le Comité:

- a) a pris note du document intitulé *Avant-projet de Directives volontaires sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition* (CFS 2021/49/09) et des informations actualisées sur l'élaboration des Directives volontaires qui ont été présentées par M. Tomás Duncan Jurado (Panama), au nom de M^{me} Tanja Grén (Finlande) et lui-même, en leur qualité de nouveaux coprésidents du Groupe de travail à composition non limitée sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles;
- b) s'est félicité des activités menées par le Groupe de travail à composition non limitée sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles, soulignant qu'elles avaient été dirigées avec efficacité par les anciennes coprésidentes;

- c) a réaffirmé l'importance du caractère multipartite des consultations régionales et de la consultation par voie électronique du CSA, l'objectif étant de renforcer la prise en main et le succès du processus d'élaboration et de mise en œuvre des Directives volontaires;
- d) a recommandé que le Groupe de travail à composition non limitée sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles continue d'œuvrer à l'élaboration des Directives volontaires en vue de présenter un projet final pour examen et approbation à la cinquantième session du CSA;
- e) a pris note des observations suivantes formulées en séance plénière:
 - i. Les participants ont salué la transparence et le caractère inclusif du processus d'élaboration des Directives volontaires, qui a permis un dialogue constructif entre tous les acteurs intéressés par la sécurité alimentaire et la nutrition, conformément au mandat du CSA;
 - ii. Les consultations régionales et la consultation par voie électronique ont fourni des occasions idéales d'aligner les Directives volontaires sur les priorités mondiales, régionales et nationales, les initiatives pertinentes, les bonnes pratiques et les expériences fructueuses, à l'appui du développement durable;
 - iii. Les Directives volontaires doivent s'appuyer sur la terminologie et les notions convenues de façon multilatérale afin de faciliter le consensus, ainsi que sur les produits approuvés du CSA relatifs aux politiques, selon qu'il convient;
 - iv. Faire davantage référence à des données et des éléments factuels permettra de mettre plus en évidence l'importance de l'égalité des genres, de l'autonomisation des femmes et des filles, et de l'intégration de questions transversales telles que la covid-19, ainsi que la nécessité de prendre des mesures transformatives pour obtenir des résultats ambitieux.

VI. PROMOUVOIR LA PARTICIPATION ET L'EMPLOI DES JEUNES DANS LES SYSTÈMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

21. M. Martin Cole, Président du Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE), a présenté le rapport du HLPE intitulé *Promouvoir la participation et l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires*. M^{me} Hannah Wittman, cheffe d'équipe de projet du HLPE, et M^{mes} Indika Arulingam et Mariaelena Huambachano, membres de l'équipe de projet du HLPE, ont présenté les principales conclusions et recommandations du rapport.
22. M. Luciano Loman, délégué de la jeunesse du Mécanisme du secteur privé (MSP), et M^{me} Sefu Sanni, déléguée de la jeunesse du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC), ont prononcé des observations préliminaires.
23. Le Comité:
- a) a pris note avec satisfaction des travaux effectués par le HLPE aux fins de l'élaboration de son rapport sur le thème «Promouvoir la participation et l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires», ainsi que des présentations faites par M. Martin Cole et M^{me} Hannah Wittman, qui en ont souligné les éléments les plus pertinents ayant trait aux politiques;

- b) a rappelé les dispositions énoncées au paragraphe 16 de la section à évolution continue du Programme de travail pluriannuel du CSA pour 2020-2023³;
- c) s'est félicité de la nomination de M. Pio Wennubst, Ambassadeur et Représentant permanent de la Suisse auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, aux fonctions de rapporteur du processus de convergence des politiques qui aura pour objectif de recenser, à la lumière du rapport du HLPE et d'autres sources scientifiques pertinentes disponibles, les domaines de convergence à traiter par différents acteurs et à différents niveaux;
- d) a reconnu l'importance de la mise en place d'un processus inclusif et ouvert à toutes les parties prenantes intéressées en vue de l'adoption d'un ensemble convenu de recommandations du CSA relatives aux politiques qui sera présenté au Comité pour approbation à sa cinquantième session en octobre 2022;
- e) a pris note des observations ci-après qui ont été évoquées lors des débats en séance plénière:
- i. la nécessité de placer la jeunesse au centre du processus de convergence des politiques en prenant appui sur les initiatives existantes et l'expérience acquise ainsi que sur les objectifs de développement durable (ODD) énoncés dans le Programme 2030;
 - ii. la nécessité de prendre acte de la diversité des situations et des différences culturelles, sociales et économiques au sein de la jeunesse et de promouvoir des politiques concernant l'emploi et le marché du travail qui visent les jeunes en tenant compte des contextes et agissent d'une manière positive sur l'esprit d'entreprise, l'emploi et la dignité des moyens d'existence, notamment dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, à tous les niveaux;
 - iii. la nécessité de veiller à ce que les jeunes jouissent d'un accès équitable à la terre, aux intrants, à l'eau, aux forêts, aux marchés, à l'emploi, à l'éducation, aux connaissances, à l'information, à la vulgarisation agricole, aux services financiers, au crédit et à la technologie.

VII. SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU CSA SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'EAU

24. L'objectif de la session était de faire le point sur l'utilisation et l'application de deux séries de recommandations de politique générale du CSA: i) [Sécurité alimentaire et changement climatique](#) (CFS 39: 2012) et ii) [L'eau au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition](#) (CFS 42, 2015).
25. Un exposé liminaire a été prononcé par M. William Moseley, membre du Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE).
26. Ont participé à la table ronde:
- M. Carlos Cherniak, Ambassadeur et Représentant permanent de l'Argentine auprès de la FAO;
 - M^{me} Maria Helena Semedo, Directrice générale adjointe de la FAO;

³ Le processus débutera par un débat de fond ciblé, au sein du Bureau du CSA et du Groupe consultatif, sur la question de savoir comment les jeunes peuvent participer véritablement à l'élaboration de politiques relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Les membres du Groupe consultatif seront encouragés à inviter des représentants de leurs groupes de jeunes à apporter des contributions et à faire part de leur point de vue et de leur expérience.

- M. Fred Yoder, représentant du Mécanisme du secteur privé (MSP);
- M^{me} Emeline Siale Ilohahia, membre du Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSC).

27. Le Comité:

- a) s'est félicité de la tenue de cette session, qui contribue au suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre des deux séries de recommandations de politique générale du CSA, et qui constitue une occasion utile de partager les expériences et les bonnes pratiques en matière d'utilisation et d'application de ces recommandations à tous les niveaux;
- b) a pris note de l'aperçu fourni dans le document portant la cote CFS 2021/49/Inf.18 et intitulé «Suivi des recommandations de politique générale du CSA sur le changement climatique et l'eau: synthèse des contributions des parties prenantes»;
- c) est convenu que le changement climatique et la pénurie d'eau, parmi d'autres facteurs économiques, sociaux et environnementaux qui ont une incidence sur les objectifs de développement durable (ODD) du Programme 2030, menacent la sécurité alimentaire et la nutrition et nécessitent une attention particulière et des réponses appropriées conformément aux trois dimensions du développement durable;
- d) s'est engagé à déployer des efforts supplémentaires pour promouvoir la diffusion, l'utilisation et l'application beaucoup plus larges et plus systématiques des deux séries de recommandations de politique générale, ainsi que d'autres produits du CSA en rapport avec les politiques, le cas échéant aux niveaux infranational, national, régional et mondial, avec l'appui de tous les membres du CSA, des organismes ayant leur siège à Rome et d'autres composantes du Comité, tout en recherchant des engagements et un appui similaires auprès de l'ONU-Eau et d'autres organismes et secrétariats compétents des Nations Unies, selon qu'il conviendrait, en vue d'une campagne d'appropriation conjointe et coordonnée;
- e) a encouragé toutes les Parties qui prendraient part à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26) à mettre davantage en avant le rôle de l'agriculture dans le contexte du changement climatique, y compris le financement de l'adaptation au changement climatique, et des politiques internationales en matière de changement climatique dans le secteur agricole, à faire en sorte que les résultats d'autres stratégies convenues au niveau mondial soient inclus et harmonisés dans le cadre de l'élaboration de l'agenda politique de la COP 26, et à utiliser les recommandations de politique générale du CSA lorsqu'elles s'engagent à prendre des mesures de lutte contre le changement climatique susceptibles d'intensifier la mise en œuvre de pratiques agricoles durables pour assurer la sécurité alimentaire;
- f) a pris note des observations suivantes formulées en séance plénière:
 - i. les participants ont salué les initiatives mises en place par les membres et les partenaires pour diffuser les recommandations de politique générale du CSA, comme l'élaboration et la mise en œuvre de plans hydrologiques pour promouvoir l'utilisation durable de l'eau; ainsi que le Cadre mondial de la FAO contre la pénurie d'eau dans l'agriculture;
 - ii. les participants ont évalué dans quelle mesure les deux séries de recommandations conservaieent leur pertinence et leur intérêt, ont examiné leur utilité actuelle et leur potentiel de transformation et ont recensé des domaines d'amélioration éventuels, comme la possibilité de mettre davantage l'accent sur les mesures d'adaptation au changement climatique pour parvenir à des systèmes alimentaires durables et résilients;

- iii. les participants ont reconnu la nécessité de stimuler la coopération et le partage des bonnes pratiques afin de promouvoir la diffusion et l'appropriation plus large des recommandations de politique générale du CSA sur le changement climatique et l'eau;
- iv. les participants ont dit être conscients qu'il était important de faire mieux connaître les recommandations de politique générale du CSA et de lancer un appel à tous les membres du CSA et à toutes les parties prenantes pour qu'ils intensifient leurs efforts à l'appui de la diffusion et de l'utilisation des recommandations et des orientations du CSA en matière de politique.

VIII. AUTRES QUESTIONS

A. Dispositions relatives à la cinquantième session du CSA

28. Le Comité a recommandé que sa cinquantième session soit organisée au Siège de la FAO, à Rome, du 17 au 21 octobre 2022, comme indiqué dans le calendrier provisoire des sessions des organes directeurs de la FAO. Les dates exactes seront fixées par le Directeur général, en consultation avec le président du Comité.

B. Élection du Président, des membres du Bureau et des suppléants

29. Le Comité a élu M. Gabriel Ferrero y de Loma-Osorio, Ambassadeur itinérant pour la sécurité alimentaire mondiale (Ministère des affaires étrangères de l'Espagne), Président du CSA.

30. Le Comité a élu par acclamation les membres ci-après du Bureau et leurs suppléants:

- Membres: Angola, Argentine (2021-2023), Bangladesh, Brésil (2021-2022), Chine, République dominicaine (2022-2023), Allemagne, Égypte, États-Unis d'Amérique, Kenya, Mauritanie, Nouvelle-Zélande, Suisse.
- Suppléants: Algérie, Australie, Brésil (2022-2023), Canada, République dominicaine (2021-2022), Équateur (2021-2023), Afrique du Sud, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Koweït, Pays-Bas, Zambie.

C. Adoption du rapport final

31. Le présent rapport a été adopté le jeudi 14 octobre 2021.

ANNEXE A – ORDRE DU JOUR DE LA SESSION

I. QUESTIONS RELATIVES À L'ORGANISATION

- a) Adoption de l'ordre du jour et du calendrier (pour décision)
- b) Composition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (pour information)
- c) Composition du Comité de rédaction (pour décision)

Documents de travail:

- CFS 2021/49/1/Rev.1 – Ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session du CSA (le présent document)
- CFS 2021/49/Inf.1 – Calendrier provisoire de la quarante-neuvième session du CSA
- CFS 2021/49/Inf.2/Rev.1 – Guide de la quarante-neuvième session du CSA
- CFS 2021/49/Inf.4 – Composition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale
- CFS 2021/49/2 – Guide relatif à l'élaboration du rapport final de la quarante-neuvième session du CSA

II. ***L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE MONDE 2021, SES IMPLICATIONS AU REGARD DES POLITIQUES ET LE RÔLE DU CSA DANS LE CONTEXTE DE LA COVID-19*** **(pour information et examen)**

- a) Déclarations liminaires prononcées par les personnes suivantes ou leurs délégués (les déclarations seront publiées sur la page web où seront regroupés les documents de la quarante-neuvième session du CSA):
 - le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU);
 - le Président du CSA;
 - le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);
 - le Président du Fonds international de développement agricole (FIDA);
 - le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM);
 - le Président du Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE);
- b) Présentation du rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021*, de ses répercussions sur les politiques et du rôle du CSA, suivie des déclarations des délégués.

Documents de travail:

- CFS 2021/49/3 – L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021, ses implications au regard des politiques et le rôle du CSA dans le contexte de la covid-19 – Projet de conclusions
- CFS 2021/49/Inf.13 – L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde – Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous

III. FORUM SUR L'APPROPRIATION DES DIRECTIVES VOLONTAIRES DU CSA SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET LA NUTRITION (pour examen)

- a) Le forum sera l'occasion de débattre et de recueillir des engagements politiques de la part de gouvernements, de donateurs, de la société civile, du secteur privé et du système des Nations Unies en faveur de la mise en œuvre des Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition;
- b) Un troisième rapport intérimaire sur la suite donnée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) sera présenté.

Documents de travail:

- CFS 2021/49/4 – Forum sur l'appropriation des Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition – Note conceptuelle
- CFS 2021/49/5 – Forum sur l'appropriation des Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition – Projet de conclusions
- CFS 2021/49/6 – Rapport intérimaire sur la suite donnée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), y compris la mise en œuvre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition
- CFS 2021/49/Inf.14 – Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition

IV. LE SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET SES IMPLICATIONS POUR LE CSA (pour examen)

Le Comité examinera les résultats du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et leurs implications s'agissant des activités du CSA et du rôle de celui-ci en tant que principale plateforme internationale et intergouvernementale inclusive traitant de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Documents de travail:

- CFS 2021/49/7/Rev.1 – Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et ses implications pour le CSA – Projet de conclusions
- CFS 2021/49/Inf.15 – Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et ses implications pour le CSA

V. INFORMATIONS ACTUALISÉES SUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL PLURIANNUEL DU CSA POUR 2020-2023 (pour examen et décision)

- a) Informations actualisées sur la section à évolution continue du Programme de travail pluriannuel du CSA pour 2020-2023 (pour décision);
- b) Des informations actualisées seront fournies au sujet du processus d'élaboration des *Directives volontaires du CSA sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition*, y compris les prochaines étapes du processus (pour examen).

Documents de travail:

- CFS 2021/49/8 – Programme de travail pluriannuel du CSA pour la période 2020-2023 – Informations actualisées sur la section à évolution continue et projet de décision
- CFS 2021/49/9 – Avant-projet de directives volontaires du CSA sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition
- CFS 2021/49/10 – Directives volontaires du CSA sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition – Projet de conclusions
- CFS 2021/49/Inf.16 – Rapport intérimaire annuel du CSA 2021

VI. PROMOUVOIR LA PARTICIPATION ET L'EMPLOI DES JEUNES DANS LES SYSTÈMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES (pour examen)

- a) Présentation du rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) sur la participation et l'emploi des jeunes dans les systèmes agricoles et alimentaires;
- b) Observations et contributions des parties prenantes du CSA sur le contenu du rapport dans la perspective du processus de convergence des politiques du CSA sur la participation et l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires.

Documents de travail:

- CFS 2021/49/11 – Promouvoir la participation et l'emploi des jeunes dans les systèmes agricoles et alimentaires – Projet de conclusions
- CFS 2021/49/Inf.17 – Rapport 2021 du HLPE sur la participation et l'emploi des jeunes dans les systèmes agricoles et alimentaires

VII. SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU CSA SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET L'EAU (pour examen)

Le Comité examinera l'utilisation et l'application des recommandations de politique générale ci-après, conformément au Cadre de référence pour la mise en commun des expériences et des bonnes pratiques relatives à l'application des décisions et recommandations du CSA (CFS 2016/43/7), approuvé lors de la quarante-troisième session du Comité:

- a) Sécurité alimentaire et changement climatique (2012);
- b) L'eau au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition (2015).

Documents de travail:

- CFS 2021/49/12 – Suivi des recommandations de politique générale du CSA sur le changement climatique et l'eau – Projet de conclusions
- CFS 2021/49/Inf.18 – Suivi des recommandations de politique générale du CSA sur le changement climatique et l'eau: synthèse des contributions des parties prenantes
- CFS 2021/49/Inf.19 – Recommandations de politique générale du CSA sur le changement climatique et l'eau approuvées par le CSA à sa trente-neuvième session (2012)

- CFS 2021/49/Inf.20 – Recommandations de politique générale du CSA sur la contribution de l'eau à la sécurité alimentaire et à la nutrition approuvées par le CSA à sa quarante-deuxième session (2015)

VIII. AUTRES QUESTIONS

- a) Date de la cinquantième session du CSA (pour décision);
- b) Élection du Président, des membres du Bureau et des suppléants (pour décision);
- c) Adoption du rapport final (pour décision).

Documents de travail:

- CFS 2021/49/Inf.21 – Élection du Président du CSA

ANNEXE B – COMPOSITION DU COMITÉ

- Afghanistan
- Afrique du Sud
- Algérie
- Allemagne
- Angola
- Arabie saoudite
- Argentine
- Australie
- Autriche
- Azerbaïdjan
- Bahamas
- Bangladesh
- Barbade
- Bélarus
- Belgique
- Brésil
- Bulgarie
- Burkina Faso
- Burundi
- Cabo Verde
- Cameroun
- Canada
- Chili
- Chine
- Chypre
- Colombie
- Congo
- Costa Rica
- Côte d'Ivoire
- Croatie
- Cuba
- Danemark
- Djibouti
- Égypte
- El Salvador
- Ghana
- Grèce
- Guatemala
- Guinée
- Guinée équatoriale
- Haïti
- Honduras
- Hongrie
- Inde
- Indonésie
- Iran (République islamique d')
- Iraq
- Irlande
- Islande
- Israël
- Italie
- Japon
- Jordanie
- Kenya
- Koweït
- Lesotho
- Lettonie
- Liban
- Libéria
- Libye
- Lituanie
- Luxembourg
- Macédoine du Nord
- Madagascar
- Malaisie
- Mali
- Maroc
- Maurice
- Mauritanie
- Mexique
- Panama
- Paraguay
- Pays-Bas
- Pérou
- Philippines
- Pologne
- Portugal
- Qatar
- République centrafricaine
- République de Corée
- République de Moldova
- République démocratique du Congo
- République dominicaine
- République populaire démocratique de Corée
- Roumanie
- Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
- Sainte-Lucie
- Saint-Marin
- Sénégal
- Singapour
- Slovaquie
- Slovénie
- Soudan
- Sri Lanka
- Suède
- Suisse
- Tchad
- Tchéquie
- Thaïlande

-
- Émirats arabes unis
 - Équateur
 - Érythrée
 - Espagne
 - Estonie
 - États-Unis d'Amérique
 - Éthiopie
 - Fédération de Russie
 - Finlande
 - France
 - Gabon
 - Géorgie
 - Monaco
 - Mozambique
 - Myanmar
 - Nicaragua
 - Niger
 - Nigéria
 - Norvège
 - Nouvelle-Zélande
 - Oman
 - Ouganda
 - Ouzbékistan
 - Pakistan
 - Togo
 - Tonga
 - Turquie
 - Ukraine
 - Union européenne
(organisation membre)
 - Uruguay
 - Venezuela (République
bolivarienne du)
 - Yémen
 - Zambie
 - Zimbabwe

ANNEXE C – LISTE DES DOCUMENTS

Cote	Titre	POINT DE L'ORDRE DU JOUR
CFS 2021/49/1/Rev.1	Ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session du CSA	I
CFS 2021/49/2	Guide relatif à l'élaboration du rapport final de la quarante-neuvième session du CSA	I
CFS 2021/49/3	L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021, ses implications au regard des politiques et le rôle du CSA dans le contexte de la covid-19 – projet de conclusions	II
CFS 2021/49/4	Forum sur l'appropriation des Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition – note de synthèse	III
CFS 2021/49/5	Forum sur l'appropriation des Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition – projet de conclusions	III
CFS 2021/49/6	Rapport intérimaire sur la suite donnée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), y compris la mise en œuvre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition	III
CFS 2021/49/7/Rev.1	Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et ses implications pour le CSA – projet de conclusions	IV
CFS 2021/49/8	Programme de travail pluriannuel du CSA 2020-2023 – mise à jour de la section à évolution continue, avec projets de décision	V
CFS 2021/49/9	Avant-projet de directives volontaires sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition	V
CFS 2021/49/10	Avant-projet de directives volontaires sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition – projet de conclusions	V
CFS 2021/49/11	Promouvoir la participation et l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires – projet de conclusions	VI
CFS 2021/49/12	Suivi des recommandations de politique générale du CSA sur le changement climatique et l'eau – projet de conclusions	VII
CFS 2021/49/Inf.1	Calendrier provisoire du CSA	I
CFS 2021/49/Inf.2/Rev.1	Guide de la quarante-neuvième session du CSA	I
CFS 2021/49/Inf.3	Liste des documents	I
CFS 2021/49/Inf.4	Composition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale	I
CFS 2021/49/Inf.5	Liste des délégués	I
CFS 2021/49/Inf.6	Déclaration relative aux compétences présentée par l'Union européenne	I
CFS 2021/49/Inf.7	Déclaration du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU)	I
CFS 2021/49/Inf.8	Déclaration du Président du CSA	I

CFS 2021/49/Inf.9	Déclaration du Directeur général de la FAO	I
CFS 2021/49/Inf.10	Déclaration du Président du FIDA ou de son représentant	I
CFS 2021/49/Inf.11	Déclaration du Directeur exécutif du PAM ou de son représentant	I
CFS 2021/49/Inf.12	Déclaration du Président du Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE)	I
CFS 2021/49/Inf.13	L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde – Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous	II
CFS 2021/49/Inf.14	Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition	III
CFS 2021/49/Inf.15	Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et ses implications pour le CSA	
CFS 2021/49/Inf.16	Rapport intérimaire annuel du CSA 2021	V
CFS 2021/49/Inf.17	Rapport du HLPE (2021): promouvoir la participation et l'emploi des jeunes dans l'agriculture et les systèmes alimentaires	VI
CFS 2021/49/Inf.18	Suivi des recommandations de politique générale du CSA sur le changement climatique et l'eau: synthèse des contributions des parties prenantes	VII
CFS 2021/49/Inf.19	Recommandations de politique générale du CSA sur la sécurité alimentaire et le changement climatique approuvées par le CSA à sa trente-neuvième session (2012)	VII
CFS 2021/49/Inf.20	Recommandations de politique générale du CSA sur la contribution de l'eau à la sécurité alimentaire et à la nutrition approuvées par le CSA à sa quarante-deuxième session (2015)	VII
CFS 2021/49/Inf.21	Élection du Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale	VIII
CFS 2021/49/Inf.22	Impacts de la covid-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition: élaborer des mesures efficaces pour lutter contre la pandémie de faim et de malnutrition – document de synthèse du Groupe d'experts de haut niveau (version actualisée)	